

fendre et ne sera pas l'instrument servile des Etats-Unis.

Aujourd'hui on qualifie de "frustes et grossiers" les droits compensateurs destinés à sauvegarder les intérêts de nos cultivateurs; le 25 juin dernier le *Mail and Empire* narguait le ministère qui n'oserait, disait-il, recourir à "une méthode aussi grossière que celle des repréailles". Voici quels étaient ses commentaires à cette occasion:

Quel ensemble difforme de lâcheté éhontée, d'hypocrisie sensiblerie impériale, de prétendue aversion morale contre de grossières repréailles, de servilité devant les Etats-Unis, et de zèle sincère pour le libre-échange, constitue l'attitude avérée du Gouvernement en présence de la situation tarifaire créée à Washington.

Devant pareilles dénonciations et d'autres sur le même ton, proférées avant le dépôt du budget Dunning, il est impossible de découvrir une trace de sincérité chez ceux qui aujourd'hui affirment que "nos voisins peuvent à bon droit se formaliser de l'injustice perpétrée contre leur pays."

Je connais certains honorables députés, intéressés au mouvement lancé l'année dernière pour opérer le relèvement de l'indemnité parlementaire, qui auraient été très heureux de voir adopter par le Gouvernement la suggestion de l'honorable chef de l'opposition, que nous continuions à siéger ici jusqu'à ce que le tarif américain fût définitivement arrêté. Va sans dire que cela nous eût assuré un certain supplément dont nous avons un besoin pressant, quant à un bon nombre. Tout le monde sait que le Congrès élabore depuis bientôt deux ans le remaniement du tarif et qu'à vrai dire il n'y a encore rien de fait. Le chef de l'opposition semble croire que les droits compensateurs accordent une trop grande latitude au Gouvernement, vu la rapidité possible de certains changements apportés au tarif des Etats-Unis. Il n'y a rien à redouter de ce côté-là. Les deux Chambres à Washington travaillent, presque nuit et jour, au remaniement du tarif depuis près de deux ans et jusqu'ici elles n'ont rien accompli.

J'ai déjà dit que le présent budget rallie l'approbation du public. M. P. M. Richards termine ainsi un article publié dans *Saturday Night*, Toronto, le 10 mai:

Sauf le fait que le nouveau budget abaisse bien plus de droits qu'il n'en augmente, ce qui, à tout prendre, est au détriment de l'industrie canadienne, le budget Dunning, d'une façon générale, sera assez bien reçu: il est remarquable par contraste avec les budgets plus ou moins quelconques des années précédentes.

Au cours du présent débat les honorables vis-à-vis ont traité le budget de protectionniste à outrance, alors qu'en même temps l'opposition dans l'angle sud-est de l'enceinte affirmait que ce même budget abaissait le tarif. Nous savons qu'aux yeux du peuple c'est simplement un budget national, un bon budget libéral; et le public canadien en est

content. Je cueille ce qui suit dans le *Globe* de Toronto, numéro du 8 mai:

Il faut reconnaître qu'il est malheureux que le grand parti conservateur ait à sa tête des chefs qui dénoncent un autre parti soucieux de perfectionner son programme alors qu'eux-mêmes s'en tiennent à une politique étroitement circonscrite qui ne souffre pas la moindre variation, et qui de ce fait reste franchement inefficace. Va sans dire qu'il faudra à M. Bennett expliquer à maintes reprises ce qu'est, selon lui, l'empire britannique "après le Canada", et pourquoi il ne considère pas que le Canada fait partie de l'empire. Il lui faudra expliquer aussi comment le Canada peut se rouler dans son cocon et continuer à exister; où les cultivateurs des prairies iront vendre leur blé et ce que nos manufacturiers vont faire de leurs produits qui valent 4,000 millions de dollars.

Comment prétendre que le budget soit à tarif élevé puisqu'il ne compte que 100 augmentations de droits contre 414 diminutions? Quiconque s'y connaît tant soit peu en arithmétique n'ira pas dire que c'est un budget à tarif élevé. C'est un budget à bas tarif, un budget national.

J'ai suivi avec un vif intérêt les observations du critique financier du groupe qui siège dans l'angle éloigné de la Chambre, l'honorable représentant de Wetaskiwin (M. Irvine). Avant mon arrivée ici j'avais entendu dire que l'honorable député était bel orateur; en l'écoutant je n'ai pas été déçu. Il a une maîtrise complète de la langue anglaise; c'est un orateur né. Je me demande tout de même si l'honorable député croit réellement à toutes les théories qu'il avance. Je lisais, ce soir, un article de rédaction qui commentait son discours et qui déplorait qu'un homme du calibre de l'honorable député de Wetaskiwin n'eût pas plus de quarante minutes pour traiter de questions aussi importantes. Au cours de ses observations mon honorable ami a dit qu'il ne voyait pas sur les banquettes ministérielles un seul chef qui fût de taille à réaliser les grands projets administratifs de l'honorable député de Wetaskiwin; il n'en voyait pas plus chez les conservateurs. Il nous faut donc conclure que l'homme du destin qui doit conduire la nation canadienne au royaume du bonheur et de la prospérité, c'est l'honorable député lui-même.

M. IRVINE: Bravo!

M. BRADETTE: J'entends applaudir mon honorable ami et je me reporte en esprit au débat qui eut lieu cette année au sujet de la construction d'une route transcanadienne, alors que l'honorable député de Wetaskiwin déclarait que le Gouvernement devrait ne pas tenir compte de la dette de guerre au cas où il ne pourrait, de ses deniers, construire cette route. Je vois d'ici quelle merveille ce serait d'avoir un ministre des Finances comme lui. Il n'y aurait plus d'impôts; nous n'aurions